

Honorable Moussa Mara sur l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger : «Plus que le Dialogue national, ce sont les erreurs du gouvernement qui rendent indispensable la relecture de l'Accord d'Alger»

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

LUNDI 15 JUIN 2020

624

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



HCI et la Société civile

Dénonciation unanime de la mauvaise gouvernance et appel à l'apaisement



Adresse à la nation de IBK : Vide et méprisant



Démission du Président IBK : Le 19 Juin, l'assaut Final !



**LIBÉREZ
L'HONORABLE
SOUMAÏLA
CISSE !**

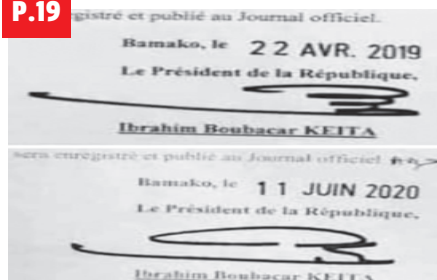
ENSEMBLE NOUS POUVONS !

Une	HCI et la Société civile : Dénonciation unanime de la mauvaise gouvernance et appel à l'apaisement	P.4
Brèves	ESPOIR MALI KOURA (EMK) : Il y a un mois, jour pour jour, l'"APPEL AU PEUPLE MALIEN" était lancé en conférence de presse, un jeudi 14 mai 2020 !	P.10
	Mali : Trois morts dans l'attaque d'un village dans le centre	P.11
	Démission d'IBK : Le deuxième rassemblement du M5-RFP annoncé pour le vendredi 19 juin	P.11
	Mali : Trois morts dans l'attaque d'un village dans le centre	P.11
	Expiration du mandat de la MINUSMA cette fin juin : L'ONU appelle à rester unis et engagés au Mali	P.12
	Mali : L'enlèvement de Soumaïla Cissé s'éternise et inquiète son collectif de soutien	
Actualité	Pour occupation illégale de la parcelle d'autrui (TF N°3463) à Kabala : La Somapep-sa condamnée à payer 200 millions Fcfa à l'opérateur économique Boubacar Djigué	P.15
	VIH/SIDA : Rencontre entre les membres de la Plateforme Handicap et VIH et le Coordinateur de la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida	P.16
	Education et enseignement supérieur : Save the Children accompagne les écoles !	P.17
	Département de la justice : On ne change pas une équipe qui gagne !	P.18
	Affaire de faux en signature à Koulouba : des questions demeurent	P.19
Politique	Honorable Moussa Mara sur l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger : « Plus que le Dialogue national, ce sont les erreurs du gouvernement qui rendent indispensable la relecture de l'Accord d'Alger »	P.20
	Démission du Président IBK : Le 19 Juin, l'assaut Final !	P.22
	Sortie de crise : des religieux au secours de IBK	P.23
	Adresse à la nation de IBK : Vide et méprisant	P.24
Culture & société	Classement 2020 des villes les plus chères : Bamako est 22 ^e en Afrique et 142 ^e mondiale	P.27
International	Côte d'Ivoire : La menace djihadiste met le pays en ébullition	P.28
	Guinée : Alpha Condé annonce un dialogue politique avant la Présidentielle...	P.29
Sport	Sport : Le Stade Malien de Bamako en mode préparation en vue de la reprise championnat après la trêve COVID-19	P.30
	Besiktas-Antalyaspor : Abdoulaye Diaby, titulaire pour la reprise de la Super Lig	P.30

P.11



P.19



P.23



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



HCI et la Société civile : Dénonciation unanime de la mauvaise gouvernance et appel à l'apaisement

Depuis le 05 juin 2020, la contestation du régime d'Ibrahim Boubacar Kéita (IBK) a pris une nouvelle ampleur avec la demande de démission du Président de la République par la Plateforme composée du FSD (Front pour la Sauvegarde de la Démocratie), de la CMAS (Coordination des mouvements et associations de soutien à l'Imam Mahmoud Dicko), et du Mouvement Espoir Mali Koura (EMK). Cette coalition vient d'être renforcée par le ralliement de plusieurs personnalités maliennes dont Mme Sy Kadiatou Sow, Présidente de l'ADEMA-Association et de la Plate-forme An Ko Mali Dron, et Modibo Sidibé, Président des Forces Alternatives pour le Renouveau (FARE-An ka Wuli), et de plusieurs autres associations et partis politiques. Devant ce qui apparaît comme une grande menace pour la stabilité institutionnelle, politique et sociale du Mali, le Haut Conseil Islamique (HCI) et une partie de la Société civile ma-

lienne ont organisé un meeting en faveur de la Paix et de la Stabilité au Mali. Il s'agit d'un soutien inconditionnel au régime d'IBK et d'une invitation au Dialogue national entre toutes les parties dans le respect des Institutions de la République. Dans un langage franc et dépouillé, les organisateurs de la rencontre se sont relayés pour dénoncer les maux et les crises dont souffre le Mali et ont appelé à la paix des esprits et des cœurs pour ramener l'entente dans le pays.

Les trois associations et partis politiques, à savoir la CMAS, le FSD et l'EMK viennent de se constituer en Mouvement du 5 Juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP). La nouvelle coalition a été renforcée par d'autres mouvements et partis politiques tous engagés pour demander la démission du Président IBK. Malgré les médiations entreprises pour calmer la situation dans le pays, le M5-RFP n'entend pas baisser la garde. Ainsi,

un nouveau rassemblement est programmé pour le vendredi, 19 juin 2020, avec la même revendication : la démission du Président de la République. C'est dans ce contexte de tension grandissante que le Haut Conseil Islamique, dirigé par Chérif Ousmane Madani Haïdara, et une partie de la société civile dont le représentant de l'Eglise catholique en la personne du Cardinal Jean Zerbo, et l'Eglise protestante présidée par le Pasteur Tadé Diarra, ont organisé une rencontre le jeudi, 11 juin 2020, pour exprimer leur point de vue au sujet de la crise politico-sociale et proposer des pistes de solutions.

A l'entame de ses propos, le Pasteur Tadé Diarra a exprimé ce qui semble être le point de vue de tous, à savoir le respect des Institutions de la République y compris le Président de la République. En bon Bamanan, le Pasteur Tadé Diarra s'est exprimé dans la métaphore suivante : « La décapitation n'est pas le remède à la migraine ». C'est sur ce point que les organisateurs de la rencontre et le M5-RFP divergent, et il est de taille. Sinon les deux regroupements sont d'accord pour souligner la situation catastrophique que traverse notre pays. En effet, ni le Pasteur Tadé Diarra ni Chérif Ousmane ni Mamadou Diamountani ni le Cardinal Jean Zerbo n'ont, à aucun moment, occulté la crise malienne et ses répercussions sur la vie des populations. Au contraire tous ont dénoncé les dérives du régime d'IBK sur les plans politique, sécuritaire et social.



En effet le Pasteur Tadié Diarra dira que « la sécurité n'est pas assurée » que « l'école est en perte de vue ». Il a par ailleurs dénoncé la mauvaise gouvernance et critiqué la façon dont la justice est rendue ainsi que la désorganisation du système de santé mis à mal ces derniers temps par l'épidémie du Covid-19. Malgré ces réalités incontestables, Pasteur Tadié Diarra, appelle à « l'apaisement des cœurs » et le risque de « vide constitutionnel » en cas de départ d'IBK. Car, dira l'homme de Dieu, « partout où cela s'est produit, la paix et le bonheur ont déserté ces pays ». C'est également l'avis de Mohamed Traoré du HCIM qui met en avant les situations d'après crise en Tunisie, en Egypte, en Libye, au Soudan, en Somalie et en Irak.

Cependant, l'appel à l'union des Maliennes et des Maliens pour relever le Mali ne peut se faire que si toutes les vérités sont dites au pouvoir et aux Maliens. De tous les intervenants, Mohamed Traoré est celui qui a le plus et le mieux mis en évidence la situation extrêmement difficile et presque inextricable du Mali. L'insécurité, la paupérisation des populations, la crise de l'école malienne, la corruption et les détournements de fonds, la corruption de la justice « où le nanté est toujours le gagnant » grâce à sa fortune, la déliquescence des services de santé, sont les maux qui minent le Mali et que Mohamed Traoré a fustigés. Pour le représentant du HCIM, il appartient à tous les enfants du Mali de se retrouver autour des autorités pour trouver des solutions pérennes aux différents maux du Mali. Pour ce faire, Mohamed Traoré appelle le Président de la République, la Cour constitutionnelle, l'Assemblée nationale et tous les Maliens à travailler dans le sens de l'unité, de l'entente des cœurs et des esprits à travers l'honnêteté, la droiture et le respect

des lois et règles de la République car ces différentes institutions sont au service des populations. Excepté ce cadre, le « Président de la République est intouchable », déclare Mohamed Traoré. C'est donc un soutien ferme à la première institution de la République, soutien qui sera cependant tempéré par Chérif Ousmane Madani Haïdara.

En effet, pour le Président du HCIM et Guide des Açar « une plaie ne guérit pas quand elle a du pus ». Reprenant à son compte ce que ses frères en religion ont dit, le Président du HCIM a exprimé ce qui est sa conviction. « Aujourd'hui, dira-t-il, les gens sont fatigués, les gens sont accablés, le pays est en souffrance ». Et le Guide des Açar de dénoncer l'inaccessibilité du pouvoir à ceux qui veulent lui parler et partager avec lui les préoccupations de la Nation, leurs préoccupations. Or, soutient Chérif Ousmane Madani Haïdara, « le pays ne peut pas avancer si les autorités n'écourent pas le peuple leur exprimer ses préoccupations. Lorsqu'on est en peine, il faut une voie pour exprimer sa peine. C'est pourquoi je ne condamnerai pas ceux qui sortent pour exprimer leur mécontentement mais ils devraient le faire de la meilleure des manières pour, ce faisant, ne pas perdre leurs droits ». Ce n'est

donc pas un blanc-seing que le Guide des Açar offre à IBK, c'est plutôt un « oui...mais » seule attitude juste si l'on veut promouvoir l'entente entre les Maliens et les tenants du pouvoir.

S'il y a une chose sur laquelle tous les protagonistes s'accordent, c'est la mauvaise gouvernance qui a entraîné le Mali au tréfonds de la crise, amplifiant toutes les difficultés existantes et en créant d'autres. Malikié a de tout temps dénoncé la très faible capacité d'écoute d'IBK. C'est cette tare qui est à la base de toute la crise malienne. Chérif Ousmane Madani Haïdara l'a dit clairement : « C'est bien de vouloir dialoguer mais encore faudrait-il que les portes du pouvoir soient ouvertes ». Et c'est justement parce que les portes sont fermées que des Maliens réclament aujourd'hui le départ d'IBK. Tous ceux qui soutiennent aujourd'hui le Président de la République doivent lui dire la vérité, s'ils arrivent à lui parler, car c'est à lui qu'il convient de parler avant tout pour qu'il comprenne que le Mali lui est seulement confié. Si IBK accepte le dialogue avec tous les Maliens de tous les bords, il aura fait un grand pas vers la solution de la crise sociopolitique que traverse le pays. Le Mali est un pays de Dialogue ; le dialogue est une de nos valeurs ancestrales. Il est à même de régler les litiges les plus compliqués. Un chef qui est à l'écoute de ses concitoyens se trompe rarement. Ceux qui combattent IBK le font au nom du Mali. C'est pourquoi le Président de la République devrait mettre le Mali au-dessus de sa personne et accepter le dialogue. On dit chez nous que « S'asseoir et se parler est un délice ». IBK saura-t-il parler avec les autres pour évoquer l'endroit et l'envers du Mali ? Rien n'est moins sûr.

■ **Diala Thiény Konaté**



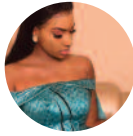
Boun Afane

URGENT: Un joueur du Djoliba AC testé positif à la Covid-19 .
Une réunion d'urgence de la direction du club est en cours. A suivre un communiqué officiel du club.



Rokia Touré

#Manif : L'un des policiers qui s'était rallié au mouvement de #CMAS de l'imam #MahmoudDicko demandant le départ du président IBK, #Ibrahima_Camara du #SIP (Syndicat Indépendant de la Police) à été arrêté par la #BSI, et conduit à l'école de la police.
Moussa Nimaga
MALI_AFFAIRAGE, ALLONS au delà des émotions !



Ismael Tiendrebeogo

« Il a entendu sa mère demander du sel à leur voisin et il lui a dit : "Maman, pourquoi tu leur demandes du sel alors nous en avons assez?"
Elle lui a dit : "Mon fils, ils nous demandent toujours des choses alors qu'ils sont pauvres, je voulais leur demander moi aussi quelque chose simple et moins coûteuse pour qu'ils puissent sentir que nous avons aussi besoin d'eux et d'éliminer l'embarras d'eux afin qu'ils nous demandent quelque chose quand ils en ont besoin sans toutefois avoir la honte. »
Humilité, simplicité, tolérance



Perzan Evry

Ils ont trahi nos espoirs
Démissionnez ou vous allez payé les pots cassés.
Aw bé toulou bla sinon walay bilay lahila oua dô bé tian fô. Le 19 juin dron in sha Allah



Les familles dites fondatrices n'ont rien fondé ici
On s'en fout. Eux mêmes ou ba bla le 19

Mahamadou Touré

L'Attente de la libération de l'honorable Soumeila Cissé devient longue et difficile à supporter
Maître Demba Traoré sur RFI



Moussa Ouattara

Elle se nomme Bintou Bah, vraiment j'ai rien à te dire, tu as fait montre de courage, de détermination depuis les premières heures de l'enlèvement de notre président, tu as sû nous rassembler tes jeunes frères que nous sommes, tu n'as manqué aucun rendez vous !
À chaque rencontre avec les personnalités, tu ne peux t'empêcher de verser les larmes mais je comprends ton état, chaque jours est une autre épreuve pour nous !
Le seul agenda c'est d'aider la cellule de crise du parti URD !
Bon courage



Ammy Baba Cisse



Dans mon quartier, à Boulkassoumbougou, c'est une vieille citerne qui distribue de l'eau tellement que c'est grave

Les wangrins qui orientent IBK dans la brume l'ont déjà fait avec SBM. Ils n'ont pas bien compris. Le Chef de l'Etat doit parler.

Des centrales syndicales (CSTM et CDTM rejoignent à leur tour le mouvement du 5 Juin.

À chaque contestation sérieuse, un chef d'Etat doit prendre la parole. C'est le cas de Macron en France.

Je sollicite qu'IBK réagisse à la plainte des maliens. Son silence n'est pas approprié.

La CMAS et ses alliés invitent le peuple malien le vendredi à la place de l'indépendance à 14h.

Des leaders religieux, englués dans de sales affaires, obligés de manifester leur opposition à la démarche de Mahamoud Dicko.

Haidara a parlé

« Je pense que la démission du Président IBK et son régime n'est pas une solution pour le Mali actuel. Je ne soutiens pas non plus les gens qui exigent la démission de IBK. Pour moi la solution à cette crise c'est le dialogue et non la démission. Le régime doit dialoguer avec les candidats mécontents des résultats législatifs et les enseignants pour trouver une solution adéquate. Je gère des situations de crise du pays en cachette et Dieu est témoin.

Cependant, je n'ai jamais dit que j'ai pas mangé l'argent d'un riche mais je suis jamais parti quémander à la porte d'un homme riche, vous pouvez demander le Président de la République. Dieu seul me suffit !" Dixit Ousmane Cherif Haidara à la conférence du Haut Conseil Islamique.

Traduit et Source : MALI_AFFAIRAGE

Allons au-delà des émotions !



Le communiqué du ministre Dahirou suscite de nouvelles interrogations.

J'ai beaucoup conseillé mon président IBK. Apparemment, les hanneons autour de lui l'embarquent pour un autre schéma

Awa Sylla



On dirait qu'il est réveillé deh

Cette communauté internationale qui s'en fout de la douleur d'un peuple. Dites leur que Soumaila Cissé est un père qui manque à ses enfants.

Kaou Djim est trop chaud.

Vendredi prochain

Gouvernement du Mali



Koulouba | 14 juin 2020 | Actualités

Le Président de la République reçoit en ce moment en audience les leaders religieux, les membres de la société civile, le représentant des familles fondatrices de Bamako et plusieurs autres personnalités.



Koulouba, le 13 juin 2020. L'Ambassadeur Boubacar Gouro DIALL, Secrétaire Général du Ministère des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale et le Commissaire à la Sécurité Alimentaire, M. Kassoum DENON ont réceptionné, ce samedi 13 juin, à l'Aéroport Président Modibo KEITA Senou, une importante quantité de produits alimentaires et de matériels de prévention contre la Covid-19.

Ce don de la République Algérienne Démocratique et Populaire au Gouvernement du Mali vise à accompagner les efforts des autorités dans la lutte contre cette pandémie de la Covid-19.

En recevant ces produits estimés à 90 tonnes, le Secrétaire Général du MAECI et le Commissaire à la Sécurité Alimentaire ont salué cette marque de solidarité de l'Algérie à l'endroit du Peuple malien.

Aussi ont-ils demandé à l'Ambassadeur de l'Algérie au Mali S.E.M. Boualem CHEBIHI, de transmettre au Gouvernement de son pays toute la gratitude des plus hautes autorités du Mali.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI



Le Comité de Suivi de l'Accord (CSA) a tenu hier sa quarantième session au siège de la MINUSMA à Bamako, sous la présidence de l'Ambassadeur d'Algérie au Mali, Président du CSA, en présence du Chef de la MINUSMA, M. Annadif, des représentants de la Médiation internationale, les mouvements signataires, ainsi que des membres du gouvernement.

Cette session, qui coïncide avec le cinquième anniversaire de la signature de l'Accord, a été marquée par la participation du Premier Ministre du Mali, qui dans son allocution, a salué l'engagement de la Médiation internationale auprès des Parties maliennes dans ce processus, et a réitéré l'engagement du gouvernement à ne ménager aucun effort pour assurer une mise en œuvre diligente de cet Accord.

Les participants ont salué la présence du Premier Ministre à cette session et ont apprécié la valeur politique et la portée symbolique que cette présence revêt.

Les parties maliennes se sont, entre autres, accordées à redynamiser la mise en œuvre de l'Accord et ont entériné la décision d'inclure trois femmes dans chacune des délégations des parties signataires lors du prochain CSA.



CMAS de l'imam Mahmoud DICKO



Wallahi billahi,
Dieu a déjà béni le M5-RFP.
Rejoignez le Peuple, c'est ça qui est la voie de la vérité

Ne vous laisser pas distraire !
Ce qui est en cours, nul ne peut le stopper !
Allah est avec la vérité, Dieu est avec nous !

Tous à la place de l'indépendance
Vendredi 19 juin 2020 à partir de 14 h
Pour une seule mission "PRENDRE NOTRE DESTIN EN MAIN " sans aucune violence ni barbarie ont est des gens civilisés, patriotes.



Urgent : Certains signataires de l'Accord Politique de Gouvernance quittent le régime ! Venez camarades !

URGENT : Des Très "Haut" Cadres du régime quittent le navire et se-
ront à la manif du vendredi 19 Juin !

La diaspora malienne de la France et des États Unis d'amérique
adhère au M5-RFP et exige la démission de IBK et de son régime

Les deux centrales syndicats (CDTM et CSTM)
adhèrent au Mouvement du 5 Juin et exigent aussi la démission de
IBK et de son régime.

Wallahi billah
Le vendredi, le Peuple du Mali s'assurera devant le régime IBK.

Vendredi 19 Juin 2020 : Assaut Final pour dégager le régime préda-
teur!

Mohamed Ag Albachar

Félicitations à Hadeye Maïga présidente des femmes de la Plateforme pour son entrée au CSA. Une place méritée pour une femme battante ! Bon courage!



Justice Mali Justice

Il faut tout simplement constater la vacance du pouvoir et organiser de nouvelles élections présidentielles car il y a problème



mountagattal

MASSACRE DE # BINEDAMA Jusqu'où seront repoussées les limites de l'inacceptable ? Où s'arrêtera l'inhumanité ? Les massacres se banalisent dans notre Mali, berceau de civilisations humanistes multi-séculaires. La Justice doit passer. TOUS ENSEMBLE : STOP !



Koulouba Actu

K

Après le succès de la manifestation du 05 Juin 2020 et la magistrale démonstration de force auquel elle a donné lieu, le Mali se trouve désormais dans une phase aiguë d'ingouvernabilité et d'incertitudes fortement préjudiciable à la stabilité du pays et de la région sahélo-saharienne. Tout peut arriver, tant le régime en place est incapable de forger une solution raisonnable et acceptable de sortie de crise, tant il est honni, vomit et rejeté par l'immense majorité des couches socioprofessionnelles du pays.



Mamadou Ismaila KONATE @vi... · 1 h ✓
#Mali : Il n'y est pas. Il n'y sera pas. Il loupe et à jamais. Il n'est guère sauvable. Dommage ! Au Mali et aux maliens de se sauver...#allocationchefl'etat#Mali#crise politique#IBK



5 6 23



GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest

ESPOIR MALI KOURA (EMK) : Il y a un mois, jour pour jour, l' "APPEL AU PEUPLE MALIEN" était lancé en conférence de presse, un jeudi 14 mai 2020 !



Chacun et tous les citoyens maliens attendaient cet APPEL, scrutant l'horizon dans l'espérance d'un cri de ralliement lancé par quelque patriote engagé ! L'heure avait finalement sonné. Le mouvement EMK a été mûri pour capitaliser toutes les volontés et toutes les énergies en vue du changement de la gouvernance globale des affaires publiques au Mali, puisque toutes les solutions avaient été tentées sans succès. Deux semaines auront suffi pour qu'une dynamique naisse entre des personnalités, associations et groupements d'associations, et qu'une synergie d'actions se constitue entre EMK, CMAS et FSD, pour aboutir à la Déclaration dite du 30 mai 2020.

Aujourd'hui, le Peuple malien a largement entendu et se mobilise comme un seul homme, avec force ralliement de Maliens de tous bords et de toutes obédiences idéologiques !

Le vendredi 5 juin 2020 a sonné le glas d'un régime insouciant de l'avenir du Mali : pas d'école, pas de sécurité, pas de route, pas d'élections crédibles, pas d'institutions républicaines crédibles et légitimes, pas même d'espoir de changement démocratique, etc.

Le changement tant attendu se fera, In Challah, dans le respect de la Constitution, avec le Peuple, par le Peuple et pour le Peuple, seul dé-



tenteur de la légitimité.

La lutte continue pour un Mali debout et meilleur.

Ibrahim Ikassa Maiga/ Enseignant/FDPRI-USJP



Mali : Trois morts dans l'attaque d'un village dans le centre



Trois personnes ont été tuées samedi dans l'attaque d'un village du centre du Mali, une zone confrontée à des violences intercommunautaires et jihadistes, a appris l'AFP auprès du maire de la localité et d'un habitant. Les assaillants "parlaient peul. Ça s'est passé dans la matinée" de samedi, a déclaré à l'AFP Ali Dolo, le maire de Sangha, une commune rurale habitée de Dogons. Ils ont également emporté du bétail, a dit la même source, sans plus de précision. "Une personne qui a reçu une balle vient d'arriver (au poste de santé) de Sangha", a indiqué à l'AFP un habitant du village, qui a confirmé l'attaque et le bilan. Au moins 12 personnes avaient été tuées et plusieurs têtes de bétail volées fin avril dans l'attaque de plusieurs villages du centre dont Sangha, localité située à une trentaine de km de Bandiagara, l'une des principales villes de cette partie du Mali. Le centre du Mali est le théâtre d'un grand nombre de violences depuis 2015 et l'apparition d'un groupe jihadiste emmené par le prédicateur peul Amadou Koufa, qui a largement recruté parmi sa communauté, et a rejoint le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), principale alliance jihadiste du Sahel affiliée à Al-Qaïda, dès sa création en 2017. Les attaques, souvent suivies de représailles, se sont multipliées. Elles ont pris un tournant intercommunautaire entre les Peuls, majoritairement éleveurs, et les ethnies bambara et dogon, qui pratiquent essentiellement l'agriculture.

Mali : Trois morts dans l'attaque d'un village dans le centre

Le Bureau Exécutif de l'Union Nationale des Travailleurs du Mali (UNTM) informe l'opinion nationale et internationale, les Camarades militantes et militants que la Centrale syndicale se porte très bien et ne souffre d'aucune turbulence en son sein contrairement aux fausses informations qui circulent. Aujourd'hui, plus que jamais, les treize (13) syndicats nationaux affiliés à l'UNTM sont mobilisés derrière le Secrétaire général le Camarade Yacouba Katilé. Camarades militantes et militants, la Centrale syndicale et son Secrétaire général se soucient bien des conditions de vie et de travail des Travailleuses et Travailleurs, témoins les différents acquis de 2014 à 2021. Camarades, notre organisation faitière a été toujours proche de sa base syndicale. Les récentes tournées effectuées dans toutes les régions du Mali sous le guide du Camarade Secrétaire général de janvier

Démission d'IBK : Le deuxième rassemblement du M5-RFP annoncé pour le vendredi 19 juin



Le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des forces patriotiques (M5-RFP) a tenu un point de presse au siège de la CMAS, ce samedi 13 juin 2020. Objectif : annoncer le jour du prochain rassemblement pour la démission du chef de l'État, Ibrahim Boubacar Keïta.

Il faut rendre au peuple malien « sa dignité », explique le président du MPR, Dr Choguel Kokalla Maiga. Pour ce faire, il faut pousser le président de la République à la démission, estime le M5-RFP. Pour obtenir cette démission, ce mouvement prévoit une seconde sortie qui aura lieu le vendredi 19 juin 2020. Cette date a été « prise en commun accord avec tous les membres du mouvement », explique Dr Choguel, membre du M5-RFP. Comme la première, cette seconde sortie se tiendra à la place de l'indépendance, annonce le M5-RFP. Notons que cette décision est issue de l'Assemblée générale de ce mouvement du 5 juin. Une Assemblée qui a eu lieu le vendredi 12 juin 2020. Rappelons que ce mouvement, qui a été rejoint par plusieurs partis politiques, d'associations de la société civile, etc., estime que le salut du peuple malien ne peut venir que du départ du chef de l'État. Cette première institution serait à leurs yeux incapables de résoudre les maux dont le pays souffre. Lors du point de presse du lundi 11 juin 2020 pour la déclaration du nom de ce mouvement, Issa Kaou Djim, secrétaire général de la CMAS, a déclaré : « Nous avons raté le premier penalty, mais nous n'allons pas rater le second ». Pour dire que le mouvement est déterminé pour obtenir cette fois-ci la démission d'IBK.

Togola Foussemi

2020 à Mars 2020 pour recenser toutes les difficultés de relations de travail dont souffrent les militantes et militants à la base.

Camarades, s'il y a une centrale qui défend les travailleuses et travailleurs du Mali, c'est bien l'UNTM et son Secrétaire général Yacouba Katilé.

Camarades, militantes et militants, l'UNTM est là pour défendre l'ensemble des travailleurs du Mali sans distinction aucune.

Vive l'UNTM

Vive les syndicats nationaux affiliés

Vive le Mali uni et prospère.

P/Le Bureau Exécutif PO

Le Secrétaire général adjoint, Abdourhamane Hinfa TOURE

Expiration du mandat de la MINUSMA cette fin juin : L'ONU appelle à rester unis et engagés au Mali



Le secrétaire général de l'Organisation des Nations unies (ONU), Antonio Guterres, a appelé les membres du Conseil de sécurité à mettre de côté leurs rivalités et à rester soudés dans la lutte contre le terrorisme et l'instabilité politique au Mali, à la veille de l'expiration du mandat de la Mission onusienne de maintien de la paix (Minusma), prévue fin juin. "Le succès de la lutte contre le terrorisme au Mali et dans la région du Sahel dépendra de la capacité de la communauté internationale de rester unie et de suivre une approche globale commune", a expliqué M. Guterres, lors d'une intervention par visio-conférence à une réunion de ce conseil jeudi après-midi. "Les crises multifformes qui touchent le Mali et le Sahel continuent de faire payer un lourd tribut aux populations de la sous-région.

Les groupes terroristes et criminels continuent d'étendre leurs activités et d'exploiter les tensions intercommunautaires qui existent de longue date", a-t-il ajouté. "Le Mali n'a pas été épargné par le virus, pas plus que la mission de maintien de la paix sur le terrain", a signalé le Secrétaire général, exprimant sa préoccupation face à la dégradation de la situation sécuritaire dans le centre du Mali, où plus d'une centaine de civils a été tuée ces derniers jours. "Dans une situation de plus en plus difficile sur le plan de la sécurité, des moyens aériens additionnels sont de toute urgence nécessaires pour permettre à la Mission de continuer à assurer la bonne mise en œuvre de son mandat", a précisé M. Guterres, demandant aux États membres de l'ONU de soutenir le plan d'adaptation lorsqu'ils procéderont à l'examen des contributions et du budget de la Minusma, conformément aux engagements qu'ils ont pris dans le cadre de l'initiative Action pour le maintien de la paix, lit-on sur le site de l'ONU. Mais certains pays membres du Conseil de sécurité, à leur tête les États-Unis, affirment ne voir aucun progrès dans l'action de la Minusma au Mali.

"L'incapacité des signataires à faire des progrès significatifs" depuis cinq ans "perpétue l'aggravation de la situation sécuritaire au Sahel et empêche la Minusma de s'acquitter pleinement de son mandat", estime Washington, plus grand contributeur financier à cette mission. Ce que réfutent en face l'Union africaine, l'ONU, Paris, Berlin et Londres. "En dépit des retards pris dans (la) mise en œuvre" de l'accord de paix de 2015, "des progrès importants ont été réalisés au cours de l'année écoulée", a dit le Secrétaire général de l'ONU, Antonio Guterres.

L. M

Mali : L'enlèvement de Soumaïla Cissé s'éternise et inquiète son collectif de soutien



Enlevé fin mars dernier dans la région de Tombouctou dans le nord-ouest du Mali, le chef de l'opposition Soumaïla Cissé est toujours aux mains de ses ravisseurs, un groupe armé. Si le gouvernement malien assure qu'il fait tout pour obtenir sa libération, le collectif créé pour sa libération se dit inquiet. Les membres de ce collectif se sont réunis samedi 13 juin à Bamako.

Lors de la réunion, l'inquiétude se lisait dans le regard des membres du Collectif pour la libération de Soumaïla Cissé. « Nous sommes inquiets pour la situation de Soumaïla Cissé et c'est pour cela aujourd'hui que nous montons au créneau », explique Moctar Ousmane Sy, président du collectif. « Pour exprimer à l'opinion nationale et internationale notre profonde inquiétude. »

Le collectif estime cependant que le chef de l'opposition parlementaire enlevé par des hommes armés dans le nord depuis plus de deux mois, est bien vivant. « Des informations nous sont parvenues disant qu'il est en vie », assure Moctar Ousmane Sy.

Mais des zones d'ombres demeurent dans cette affaire, rappelle le président du collectif. « Notamment le fait que son enlèvement a eu lieu malgré toutes les assurances sécuritaires données par les autorités lors des campagnes, ensuite nous constatons qu'il n'y a pas eu de revendication jusqu'à présent. Qu'est-ce qui se passe ? Nous avons besoin de savoir, besoin de comprendre. »

« Le gouvernement malien s'investit pour sa libération, mais ça ne suffit pas, il faut qu'il fasse plus », ajoute le porte-parole du collectif très actif sur le terrain.

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISAD10



Santé • Sécurité • Economie

OFFICE CENTRAL DE LUTTE
CONTRE L'ENRICHISSEMENT ILLICITE

==000==

SECRETARIAT GENERAL

==000==

REPUBLIQUE DU MALI
Un Peuple-Un But-Une Foi

==000==

COMMUNIQUE

Le Président de l'Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI) informe l'opinion nationale et internationale que l'OCLEI a mis en service le **NUMERO VERT 80 00 22 22**. Ce numéro vert permet aux citoyens de disposer d'un mécanisme efficace et rapide de dénonciation de faits présumés d'enrichissement illicite.

Du 9 décembre 2019 au 31 mars 2020, l'OCLEI a reçu plus de **300 appels**. Les faits dénoncés sont en cours de traitement.

Après les investigations, le Conseil de l'OCLEI décidera de la transmission des cas susceptibles de constituer un enrichissement illicite aux juridictions compétentes. La justice décidera de la suite à réserver aux dossiers transmis par l'OCLEI.

Le Président de l'OCLEI remercie tous ceux qui ont déjà bien voulu apporter leur soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 23 avril 2020



Moumouni GUINDO
Chevalier de l'Ordre national

Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI),

Bamako, Hamdallaye ACI 3000, Place CAN, rue 390, BP: E3977, Téléphone: (00 223) 20 29 12 29, N°vert: 80 00 222 22, Site web: www.oclei.ml

Pour occupation illégale de la parcelle d'autrui (TF N°3463) à Kabala : La Somapep-sa condamnée à payer 200 millions Fcfa à l'opérateur économique Boubacar Djigué

Les comptes bancaires de la société saisis ! La Cour d'Appel de Bamako vient de condamner la Société malienne de patrimoine de l'eau potable (Somapep-sa) à payer 200 millions de Fcfa à l'opérateur économique Boubacar Djigué à titre de réparation du préjudice subi par l'occupation de sa parcelle, objet du Titre Foncier N°3463, sise à Kabala, qui a servi à la construction de l'Unité de production et de traitement d'eau potable (Station de pompage). C'est pourquoi, il a procédé à la saisie des comptes bancaires de la société afin d'être remis dans ses droits.

Cette affaire opposant l'opérateur économique Boubacar Djigué à l'Etat malien à travers la Société malienne de patrimoine de l'eau potable (Somapep-sa) remonte à 2007 suite à l'expropriation de la parcelle, objet du Titre Foncier N°3463, sise à Kabala, pour cause d'utilité publique. Cette parcelle appartenant à Boubacar Djigué a servi à la construction de l'Unité de production et de traitement d'eau potable.

Cette expropriation devait donc se faire par voie de transaction ou à défaut suivant procédure judiciaire. Ainsi, l'Etat malien et l'opérateur économique ont opté par la voie transactionnelle. Ce qui a d'ailleurs abouti à l'établissement d'un procès-verbal d'accord N°041 MDEAF-SG-CI en date du 5 mars 2007. Et l'article 2 dudit procès-verbal précise : "Dans le cadre de la procédure d'expropriation, Monsieur Boubacar Djigué accepte à titre d'indemnité totale et définitive du Titre Foncier N°3463, les sommes de :

Pour la Station pompage Edm-sa : 37 920 000 Fcfa (Budget Edm-sa) représentant la valeur d'une superficie de 7 584 m² et 27 210 500 Fcfa représentant la valeur des réalisations agricoles, immobilières et de génie rural".

Pour des superficies et des réalisations bien précises, l'Etat du Mali s'est engagé à payer la somme totale de 100 264 500 Fcfa et a engagé



la Société Energie du Mali (Edm-sa) à payer 65 130 500 Fcfa.

Selon les articles 3 et 4 du procès-verbal d'accord, l'Etat du Mali prend en charge le montant de 100 264 500 Fcfa tandis que la Société Edm-sa prendra en charge les 65 130 500 Fcfa. Malheureusement, l'Etat du Mali et l'Edm-sa n'ont pu respecter leurs engagements. En d'autres termes, ni l'Etat ni l'Edm-sa, encore moins la Somapep-sa (issue de la séparation de la production d'électricité et d'eau) n'ont payé le moindre centime à Boubacar Djigué, alors même qu'il a pourtant jusqu'ici respecté les obligations qui sont les siennes en vertu du protocole d'accord.

Pour être mis dans ses droits et pour la sauvegarde de ses intérêts, l'opérateur économique était obligé de faire recours à une procédure judiciaire pour non-paiement de ses indemnités compensatrices. Pour ce faire, Boubacar Djigué a porté plainte contre la Somapep-sa et l'Edm-sa devant le tribunal de commerce de Bamako où il sera débouté suite à l'Arrêt N°307, rendu le 14 juin 2017.

Notons que l'article 7 du protocole d'accord N°041 met à la charge d'Edm-sa "une partie des indemnités d'expropriation et de déguerpissement". Et suite à la création de la Société malienne de patrimoine de l'eau potable (So-

mapep-sa) ledit protocole d'accord fut modifié par le décret N°2014-0567/P-RM du 22 juillet 2014 qui prévoit en son article 7 (nouveau) que "les indemnités d'expropriation et de déguerpissement seront prises en charge par la Somapep-sa sur la contrepartie financière de l'Etat à la mise en œuvre des projets concernés". Comme il fallait s'y attendre, l'opérateur économique a fait appel de la décision du tribunal de commerce de Bamako devant la Cour d'Appel de Bamako. Dans son audience du 11 décembre 2019, la Cour a condamné la Somapep-sa à payer 200 millions de Fcfa à l'opérateur économique Boubacar Djigué. Cela à titre de réparation du préjudice subi à lui causé par l'occupation de sa parcelle sise à Kabala. Du coup, elle a débouté la Société malienne de patrimoine de l'eau potable (Somapep-sa) et a mis la Société Energie du Mali (Edm-sa) hors de cause.

Disposant de la grosse de cette décision de la Cour d'Appel de Bamako, Boubacar Djigué a finalement procédé à la saisie de tous les comptes de la Somapep-sa au niveau des banques de la place. Selon nos informations, la Somapep-sa veut faire appel contre cette décision.

■ **El Hadj A.B. HAIDARA**

VIH/SIDA : Rencontre entre les membres de la Plateforme Handicap et VIH et le Coordinateur de la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida



Les membres de la Plateforme Handicap et VIH Sida ont rencontré le Coordinateur de la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida au niveau du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales M. Youssouf DIALLO, ce jeudi 11 Juin 2020. Ladite rencontre avait pour but de lui remettre le message de plaidoirie à l'endroit du Ministère de la Santé et des Affaires Sociales sur la prise en compte du handicap et VIH.

Avec à sa tête la Présidente de la Fédération Malienne des Associations de Personnes Handicapées-FEMAPH, Mme DJIKINE Hatouma

GAKOU, les membres de la plateforme Handicap et VIH affirment que selon le rapport du recensement général de la population et de l'habitat (RGPH 2009) du Mali "Les personnes handicapées sont estimées à 99 616 soit 0,7% de la population totale résidente. Cette population est victime de fausses croyances qui peuvent avoir des impacts négatifs sur leur prise en charge dans plusieurs domaines de la vie."

En effet depuis l'étude mondiale sur le VIH et le Handicap en 2004, les personnes handicapées sont reconnues comme étant une popu-

lation à risque de l'infection à VIH. Des données probantes sur l'épidémiologie de l'infection à VIH dans ce groupe sont indispensables à un ciblage efficace et efficient.

C'est ainsi que ARCAD Sida en collaboration avec Humanité & Inclusion a réalisé une étude bio comportement chez les personnes handicapées en 2011 dans le District de Bamako et dans la région de Koulikoro qui a révélé une prévalence de 2,4% contre 1,3 au niveau national. Ce qui explique la préoccupation des membres de la plateforme quant à ce qui concerne la nécessité de la prise en compte des personnes vivant avec un Handicap dans les outils nationaux de collecte de données sur le VIH/Sida tenus au niveau des formations sanitaires.

Pour sa part, le Coordinateur de la cellule sectorielle de lutte contre le VIH/Sida a tenu à rassurer les membres de la plateforme de l'objet de leur visite. Selon M. Youssouf DIAKITÉ, cette question de prise en compte des personnes vivant avec un Handicap est déjà en cours d'évaluation. Je cite "nous avons le droit de soigner tous les Maliens, et le droit à la santé est un droit constitutionnel. Nous sommes dans une approche de droit et cela veut dire que c'est une obligation du système public d'être à hauteur de souhait des engagements surtout démocratiques et républicains pour pouvoir faire face aux besoins de la population. Dans le cas du VIH/Sida, 2,3% des personnes vivant avec un Handicap sont testées positives, ce qui dépasse la moyenne nationale qui est de 1.1. Ce qui veut dire que c'est un groupe qui doit être pris en considération afin de comprendre les déterminants de la vulnérabilité... Certes on en est un peu loin actuellement mais on va déployer tous nos moyens pour y arriver."

Cette rencontre aura permis aux membres de la plateforme Handicap et VIH de mettre un accent particulier sur la nécessité de prise en compte des personnes vivant avec un Handicap dans les outils nationaux de collecte de données sur le VIH/Sida tenus au niveau des formations sanitaires. Une rencontre, qui, pour les deux parties était fructueuse. D'ailleurs, Mme DJIKINE Hatouma GAKOU n'a pas manqué l'occasion de remercier M.DIALLO pour le travail déjà abattu et se sent confiante de l'aboutissement de leur message de plaidoirie.

■ **AFANOU KADIA DOUMBIA,**
stagiaire



Education et enseignement supérieur : **Save the Children** accompagne les écoles !

Dans le cadre de la lutte contre le Covid-19, Save the Children International du Mali, à l'occasion de la réouverture des classes, a procédé, vendredi dernier, à la remise symbolique de masques à usage unique et réutilisable au Ministère de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. Il s'agit de 35 000 masques de production locale offerts aux académies de Koutiala, Sikasso et Mopti, d'une valeur estimée à 26 200 000 FCFA.

Pour le Directeur Pays de Save the Children International du Mali, Amavi Akpamagbo, il s'agit de l'éducation qui est considérée comme l'un des secteurs primordiaux pour eux. Ce secteur, insistera-t-il, est très important aussi dans la politique de l'Exécutif Malien et fidèle à l'engagement de cette organisation.

A ses yeux, cette activité s'inscrit dans le cadre de l'accompagnement de l'Etat malien à travers le Département en charge de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur. « Nous avons engagé un certain nombre d'actions allant dans le sens des mesures édictées par le Gouvernement et les autorités sanitaires du pays, depuis l'apparition de la maladie du nouveau coronavirus. Pour le Mali qui traverse, depuis un certain temps, une crise multidimensionnelle, cette pandémie ne pouvait pas tomber au plus mauvais moment », a précisé Amavi Akpamagbo.

Face aux différents défis scolaires auxquels

l'Etat est confronté, le Ministère de l'Education essaie d'apporter des solutions énormes pour sauver l'école malienne. A juste titre, le Gouvernement, malgré la fermeture des écoles, a vu l'évolution de la pandémie et a pris la décision de rouvrir les écoles, pour les classes d'examen.

Fidèle à son engagement pour accompagner l'école malienne, Save the Children a jugé vital de mettre à la disposition des différentes académies, dans les zones d'intervention, un certain nombre de masques fabriqués par l'Industrie Textile du Mali, a signalé le premier responsable de cette Organisation.

En dehors de la confection de 35 000 masques, il s'agit aussi de kits de gel hydro alcoolique, de lavage de main, entre autres.

Depuis l'apparition de cette pandémie, le Directeur Pays, Amavi Akpamagbo rappellera que le Save Children a procédé à des séances de sensibilisation des personnels sanitaires au profit des volontaires dans ses zones d'inter-

vention. A cet égard, toutes ces actions visent à accompagner l'Etat du Mali dans ses efforts et à juguler l'épidémie qui sévit à travers le monde y compris dans les zones plus reculées du pays.

Au regard de tout ce qui précède, le représentant du ministre de l'Education réitère son engagement à continuer d'appuyer les Ministères de l'Education et de la Santé afin de freiner les impacts de la pandémie de Covid-19. Il s'agit, pour Save The Children, d'apporter leur assistance à la population malienne dans les zones touchées par le conflit, a-t-il ajouté.

Pour le Directeur de l'Enseignement fondamental, Mahamadou Keita, les actions multiformes que Save the Children International mène au Mali sont à saluer. « Cette donation vient en appui à une autre action au sein du Département en charge de l'Education nationale et en appui au comité pédagogique chargé de l'élaboration, de la production et diffusion des leçons dans le cadre des cours à distance à la télé et à la radio », a-t-il reconnu. Cette action, pour le Directeur de l'enseignement fondamental, est l'occasion de renouveler les sincères remerciements à ceux qui ont permis d'avancer dans le cadre de cette activité.

En donnant ces masques aux élèves candidats des académies de Koutiala, Sikasso et Mopti, dira-t-il, l'école malienne comptant 490 143 candidats, du fondamental à l'enseignement supérieur, chacun recevra un masque, dans le cadre de la concrétisation du décret présidentiel : « un malien un masque ».

■ Ibrahim Sanogo

Département de la justice : On ne change pas une équipe qui gagne !

A la veille de la mise en place d'une nouvelle équipe gouvernementale, qui sera dirigée par Dr Boubou Cissé, le cas du ministre de la Justice Garde des sceaux, Me Malick Coulibaly inquiète profondément les Maliens assoiffés de justice. La question qui taraude les esprits est de savoir si le Président IBK et son Premier ministre, Dr Boubou Cissé, prendront le risque dangereux de le remplacer à la tête du département de la Justice en donnant un coup de frein précoce à son vaste chantier de refondation de la justice en marche et au moment même où l'injustice conduit à la révolte les Maliens de tous les bords. Laissez-le aller au bout de ses œuvres ! Avec lui les Maliens, riches ou pauvres, avaient commencé à voir les rayons de la lumière annonçant la fin de l'injustice, le pire de tous les maux dans un Etat de droit !

Pour imprimer sa marque dans la refondation de la justice malienne tant décriée par les justiciables et l'administration de la justice très souvent acculée discrètement par le politique, Me Malick Coulibaly n'a pas eu besoin de beaucoup de temps. En une seule année à la tête du ministère en charge de la Justice, il a donné à la justice malienne la place qui lui revient de plein droit dans un Etat de droit où l'administration correcte et juste de la justice soulage tous les maux sociaux et guérit toutes les blessures. En effet, la justice bien administrée est la dernière digue inflexible, impénétrable et incorruptible qui arrête tous les abus dans un Etat de droit et qui rend, par ricochet, la gestion du pays facile aux politiques.

Au regard de toutes les actions posées par Me Malick Coulibaly tout au long des 12 mois passés à la tête du département de la Justice, les Maliens ont commencé à sentir réellement le vent du changement qui souffle lentement mais sûrement. Et cela à travers le choix des hommes, sans rancune ni discrimination, la promotion de l'indépendance de la justice, la fin de la justice sélective, l'amélioration du cadre de travail des magistrats et des conditions de vie des détenus. Conclusion : jamais un ministre de la Justice n'a réalisé autant de résultats sur plusieurs fronts en si peu de temps. Avec sa bonne connaissance des maux de la justice malienne, sa détermination à voir les choses changer et sa distance avec la chose politique, Malick Coulibaly a carburé fort. Il a donné le meilleur de lui-même et les

résultats sont à la hauteur de son statut d'ancien magistrat qui a accepté d'enterrer sa brillante carrière de juge pour donner une chance de survie à une justice juste et équitable au Mali.

Pour preuve, la lutte contre la corruption au Mali, actuellement, n'est plus un vain mot. Elle est bel et bien réelle sous la direction de Me Malick Coulibaly ; cela malgré les fortes pressions politiques et religieuses qui ont les racines dures. Toutefois, il a su secouer suffisamment le grand arbre de la corruption dont le déracinement nécessite du temps et de la constance dans l'action. Mieux, se sachant adossés aux pieds solides, sincères et protecteurs d'un ministre à la moralité fort ap-

préciable, les magistrats maliens sont en train de retrouver la confiance en eux et commencent, de plus en plus, à dire non à l'ingérence politique et religieuse dans le traitement des affaires judiciaires.

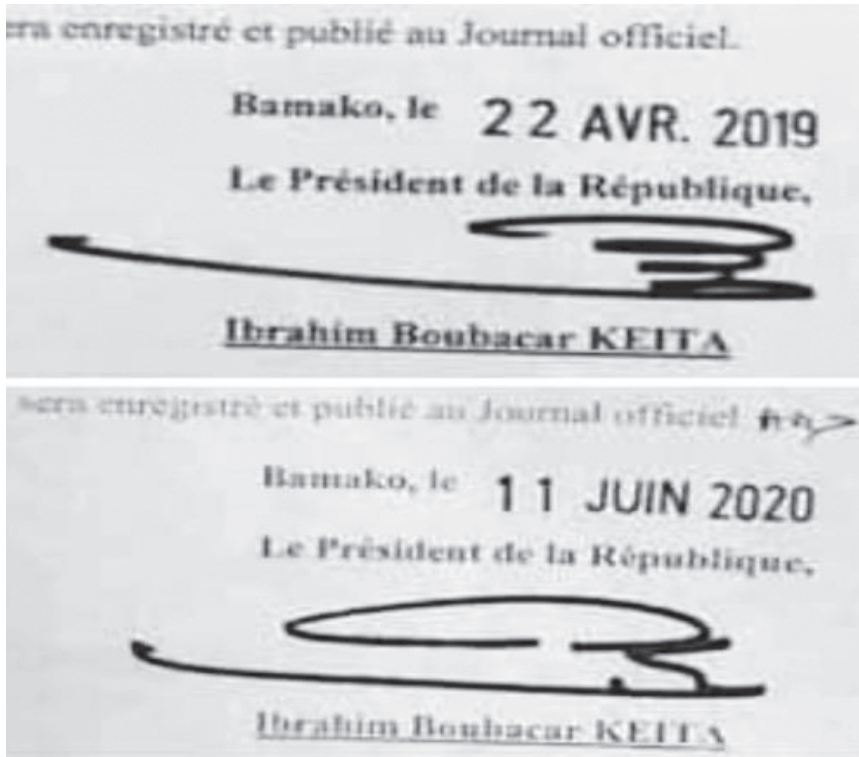
Et aujourd'hui, à entendre le bruit des Maliens qui continuent à demander plus de rigueur dans la lutte contre la corruption au sommet de l'Etat et moins d'injustice, de discrimination, l'on est en droit de dire que Me Malick Coulibaly mérite bien de prendre encore un peu de temps à la tête du département en charge de la Justice, disons, pour étancher la soif de ces assoiffés de justice au Mali. Mieux, le président IBK et son Premier ministre doivent lui accorder plus de liberté dans ses actions en exerçant moins de pression sur lui et ses hommes dans l'accomplissement de leurs missions. Se débarrasser de Malick en ces temps de tous les dangers et de fortes réclamations populaires est synonyme de la délivrance de Pandore.

Quoi qu'on dise, les œuvres de Malick et de ses hommes avaient bien réussi à faire avorter pleins de soulèvements populaires de 2019 jusqu'à mars 2020, date à laquelle les gouvernants ont commencé à roder autour des affaires judiciaires. C'est dire que l'équipe actuelle au département de la Justice a fait ses preuves en montrant qu'une lutte implacable contre la corruption est possible au Mali. Mais, elle a besoin de temps et d'un minimum de liberté pour partir loin. C'est possible !

■ Ibrahim Sanogo



Affaire de faux en signature à Koulouba : des questions demeurent



Depuis le 11 juin dernier, plus que de simples rumeurs, les Maliens ont été sidérés de constater une grande différence entre deux signatures de leur Président, notamment, celle apposée, le 22 avril 2019, sur le décret de nomination de Boubou Cissé comme Premier ministre, et celle portant sur sa reconduction, le 11 juin 2020. La différence entre les deux signatures est si visible et si remarquable qu'il faudrait être un aveugle pour ne pas s'en rendre compte, au point que d'aucuns n'excluaient pas la possibilité d'une fausse signature à Koulouba.

Les mêmes pensaient que c'était peut-être Karim Keita, le très controversé fils du Président IBK, qui aurait imité la signature de son père qui n'était plus visible depuis le grand rassemblement du 5 juin dernier organisé par les forces de la nation sous l'égide de la CMAS, du FSD et de l'EMK.

Et de cette date, il aura fallu une semaine pour que le Président de la République se montre enfin aux Maliens à travers des audiences ac-

cordées aux confessions religieuses et acteurs de la société civile jugés proches de lui, ou ne se reconnaissant point dans la demande de démission du Président sollicitée par les manifestants du 5 juin.

La cellule de communication de la Présidence de la République a essayé, à travers une sortie, d'élucider la situation, affirmant que : "Les deux décrets (portant nomination du Premier ministre et du Secrétaire Général de la Présidence) ont tous été signés par le Président de la République Ibrahim Boubacar Keita », et qu'« Il ne saurait donc y avoir de faux en signature." Un communiqué qui ne convainc point...

En effet, de trois choses l'une : soit il y a eu imitation de signature, soit le Président IBK ne serait plus en mesure de tenir une plume, soit il ne sait plus mémoriser même une simple signature, bref faire véritablement face à ses prérogatives de président ! Ce qui serait très grave et très dangereux de conséquence, la signature du président étant de ces choses

les plus précieuses qui engagent le Mali dans le concert des nations !

Qui a donc signé le décret portant reconduction de Boubou Cissé au poste de Premier ministre ? La question reste entière malgré le semblant de sortie de la cellule de communication de la Présidence de la République, et malgré l'apparition du Président IBK hier ! Une nomination qui **ne fait pas l'unanimité au sein de l'opinion nationale.**

En effet, pour la CMAS de l'imam Mahmoud Dicko qui reste intransigeante sur sa demande démission du président IBK, il s'agit d'un "non-événement". « Ça nous conforte davantage que le Président Ibrahim Boubacar Keita n'a plus rien à foutre du Mali. Un Premier ministre, chef du gouvernement, qui n'a pas pu gérer l'école du Mali, quand il venait il a trouvé un accord avec les enseignants sur la base de leurs revendications, aujourd'hui l'école est fermée. Un Premier ministre qui, pendant un an, n'a pu circonscrire à l'insécurité qui s'est enflammée et sous lequel la corruption qui s'est aggravée... Pour nous Boubou c'est un détail », a déclaré Issa Kaou Djim.

Du côté de la **majorité présidentielle cependant, cette reconduction de Boubou Cissé au poste de Premier ministre** n'est guère surprenante. Elle se justifierait amplement à plusieurs niveaux. « C'est une mission qui lui a été confiée il y a une année et un mois depuis la signature de l'accord politique de gouvernance, le 2 mai 2019. Il a eu à organiser les élections législatives, il nous a en tout cas sortis d'une crise institutionnelle, il a aussi organisé le dialogue national inclusif qui a regroupé tous les acteurs politiques et de la société civile au Mali, donc pour moi le reconduire c'est comme si le Président de la République veut donner un signal fort pour dire que c'est une continuité dans la mise en œuvre des résolutions et recommandations du dialogue national inclusif », a affirmé un membre de l'Alliance « **Ensemble pour le Mali** »...

Certains observateurs s'interrogent sur les raisons de cette reconduction de Boubou Cissé à la Primature. Une interrogation à laquelle seul IBK a la réponse, même s'ils restent convaincus qu'il faut aujourd'hui « **un changement de système de gouvernance et non un changement d'homme** ». Dans l'un ou l'autre cas, le Mali est loin d'être sorti de l'ornière !

■ **Yama Diallo**

Honorable Moussa Mara sur l'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger : « Plus que le Dialogue national, ce sont les erreurs du gouvernement qui rendent indispensable la relecture de l'Accord d'Alger »

Les erreurs de nos autorités, commises ces cinq dernières années et qui sont de plusieurs ordres, doivent être mises en exergue afin de les prendre en compte dans la phase qui pourrait s'ouvrir après la relecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, signé à Bamako en 2015. L'Accord pour la paix et la réconciliation issu du processus d'Alger, signé à Bamako en 2015, accuse de nombreux retards dans sa mise en œuvre. Cinq ans après sa signature, la plupart de nos compatriotes et de nos partenaires montrent une grande lassitude devant la situation qui n'évolue que peu. En outre, les Maliens rejettent dans leur majorité un document qu'ils sont pourtant très peu à connaître. Ils ont fini par réclamer la relecture de ce document lors du Dialogue national inclusif. Mais plus que cet événement, ce sont les erreurs des autorités maliennes qui ont conduit le pays dans cette situation pour finalement rendre la révision du document indispensable. Sans cela, aucune réforme institutionnelle n'est envisageable.

Les erreurs de nos autorités, commises ces cinq dernières années et qui sont de plusieurs ordres doivent être mises en exergue afin de les prendre en compte dans la phase qui pourrait s'ouvrir après la relecture de l'Accord.

Le dossier du Nord n'a jamais été véritablement porté politiquement par les autorités maliennes au premier rang desquels le Chef de l'Etat lui-même. D'ailleurs, la désignation de hauts représentants (Négociation puis mise en œuvre), interprétée comme un signe d'intérêt, peut plutôt être considérée comme un signe de sous-traitance du dossier. On a ainsi de la peine à percevoir la vision stratégique des autorités en ce qui concerne la question. Les changements intervenus en termes de



gestion au sein de l'exécutif, les problèmes de coordination et de pluralité des centres de décision ont fini par affaiblir la partie gouvernementale dans la gestion de la crise. La haute administration, conservatrice, a ainsi pu prendre le pas sur le politique, ce qui explique sans doute les retards dans la conduite des réformes pouvant être engagées par les voies législatives ou réglementaires. Il y a eu de la part des autorités, d'importantes

insuffisances en matière de communication et de diffusion du contenu de l'Accord au sein des populations. Cinq ans après sa signature, le document n'est pas connu par la majorité des Maliens. Il n'y a pas eu d'actions systématiques et durables d'explication en des termes accessibles dans les communes et villages du Mali. Il n'y a pas eu non plus de débats au parlement et au sein des autres institutions. Dans les médias, lors des discussions contradictoires

toires, la partie gouvernementale et la majorité présidentielle se sont souvent éclipsées, comme si eux-mêmes ne croyaient pas en l'accord !

On a ainsi laissé le terrain aux opposants à l'accord, mais aussi aux éternels mécontents et aux pourfendeurs systématiques de toute initiative officielle. Ceux-ci, souvent adeptes de la théorie du complot, ont rivalisé d'ardeurs pour s'en prendre au document en utilisant abondamment la menace du démantèlement du pays, sans qu'aucun argumentaire structuré officiel ne leur soit opposé. Ils ont occupé l'espace médiatique et le peuple a fini par prendre fait et cause pour leurs argumentaires.

L'erreur suivante du gouvernement, plus dévastatrice, a été la validation implicite du principe de la sous représentativité des ressortissants du Nord et donc la conduite d'initiatives qui minent l'ensemble national. C'est dans ce registre qu'il faut classer l'engagement de réformes territoriales uniques dans l'histoire contemporaine du Mali et la traduction électorale de ses conséquences en termes d'octroi d'un nombre de parlementaires aux régions du nord qui est sans commune mesure avec leur poids comparé à l'importance de la population. Ce processus en cours risque d'être explosif pour le pays si le gouvernement n'y prend pas garde. Le Mali dans son ambition d'édification de la Nation n'accorde pas de quota ethnique dans les recrutements et n'élabore pas de statistiques ethniques.

Cependant, tout observateur objectif reconnaîtrait facilement que les populations du nord, notamment les Kel tamasheqs, n'ont jamais souffert et ne souffrent pas de sous représentativité dans notre pays et cela à tous les niveaux.

Une autre erreur du gouvernement a été d'ac-

cepter de se mettre au même niveau que les groupes armés dans la conduite du processus de paix. Cet état de fait est encore perceptible de nos jours dans la mise en place des organes de gouvernance de l'accord, des commissions, du processus du DDR (désarmement, démobilisation, réinsertion), de la constitution de l'armée recomposée, etc. Des faveurs majeures sont accordées aux leaders des groupes, dont la légitimité n'est pourtant due qu'à la détention d'armes. Ces avantages divers rendront difficile tout progrès, car le parachèvement de la mise en œuvre de l'accord signifierait pour ces leaders la fin de leurs privilèges !

L'une des conséquences de ces faveurs s'illustre dans l'exclusion de fait des autres composantes des sociétés civiles du nord et l'acceptation de la caporalisation de celles-ci par les groupes armés. On encourage ainsi la détention d'armes comme seul critère de représentativité. L'exemple de la mise en œuvre hâtive et sans lendemain constructif des autorités intérimaires illustre ce constat. Elles ont été installées sans contenu et sans ressources en faisant la part belle aux groupes armés. La désignation des gouverneurs, des préfets, etc. a été diligentée avec un partage entre l'Etat et chaque regroupement armé (CMA et Plateforme). Nous avons progressivement mis les cinq régions du nord sous la coupe des groupes armés. Ceux-ci parviennent ainsi à obtenir pacifiquement ce qu'ils n'ont pu conquérir par la force. Nos compatriotes témoins de ce tableau en déduisent que notre propre gouvernement est en train de diviser notre pays et d'affecter la gestion d'une partie aux groupes armés, sans pourtant que des résultats tangibles en termes de sécurité et de stabilité soient constatés. L'Accord de paix devient ainsi un bouc émissaire idéal des frus-

trations des Maliens.

Au niveau des zones « sous contrôle » des groupes armés, les valeurs ne sont pas promues, les personnes crédibles ne sont pas aidées, la bonne gouvernance est oubliée et les malversations sont tolérées. Aucun compte n'est demandé aux responsables des groupes armés quant à la satisfaction des besoins des populations.

Le contexte ainsi décrit n'est pas propice à une sortie de crise. Au mieux, on ne peut espérer qu'une situation factice, faite de faux semblants et qui couvrera les cendres de futures révoltes et de crises quand des pans entiers de la population se sentiront exclus et ne verront d'autres possibilités que la réaction violente pour se faire entendre. On n'obtiendra pas la paix quand les bénéficiaires ne sont qu'une petite partie des responsables des groupes armés !

En conséquence de tout cela, les Maliens sont dans leur écrasante majorité hostile à l'Accord, non pas à la décentralisation et à la possibilité pour les populations de participer à leur essor, mais à l'image qu'on lui a donnée, aux peurs qui ont été véhiculées et surtout à cause de l'absence de progrès significatif induite par toutes ces erreurs commises depuis 2015. Il faut donc relire l'Accord. Il faut ensuite mettre en place une stratégie claire de sortie de crise en observant quelques principes clairs qui s'imposeront à nous tous : équité entre les Maliens et les territoires ; primauté de l'Etat et de la République ; association des diverses composantes de la Nation à la sortie de crise ; et transparence absolue sur l'ensemble des actes à poser dans la conduite du processus de sortie de crise.

Moussa www.moussamara.com





Démission du Président IBK : Le 19 Juin, l'assaut Final !

Le Mouvement du 5 juin du Rassemblement des Forces Patriotique a animé un point de presse, samedi 13 juin 2020. A l'unanimité, ils ont décidé de battre le pavé avec l'ensemble des forces vives, vendredi 19 juin 2020. L'objectif recherché est cette sortie est contraindre le Président IBK à démissionner avec tout son régime.

Le ton de ce point de presse a été donné par Tiémoko Maïga représentant d'Espoir Mali Koura. Dans ses propos liminaires, il a remercié l'ensemble des membres du Mouvement du 5 juin- Rassemblement des Forces Patriotiques pour leur détermination à sauver la patrie. Il a invité les Maliens à la mobilisation pour l'atteinte de l'objectif tant recherché par les patriotes. « Nous sommes déterminés à libérer le peuple malien. Le Mali est dans une situation inqualifiable et il urge de lui porter main forte. Nous avons commencé le 5 juin, nous pensons continuer le vendredi prochain. Il faut que tous les Maliens de l'intérieur comme de l'extérieur, des villes et des campagnes, tous unis nous allions réclamer la seule chose qui vaille aujourd'hui, c'est la souveraineté de notre pays, c'est la dignité de notre pays, c'est la démission d'Ibrahim Boubacar Keita. Il est temps que les Maliens se retrouvent », a-t-il dit.

En effet au cours de ladite rencontre Dr Choquel Maïga, au nom du Front pour la Sauvegarde de la Démocratie, (FSD), a indiqué que le M5-RFP est élargi désormais à un large front par l'essentiel des forces vives de la nation. « Les grandes personnalités qui ont marqué l'histoire de notre pays, chacun d'entre eux

a eu à occuper des postes clés de responsabilité au service de la nation. Le Mouvement du 5 juin-Rassemblement des Forces Patriotiques est un mouvement qui fait de la politique. La politique, c'est l'art de réaliser ce qui est possible et de rendre possible ce qui est nécessaire. Qu'est-ce qui est nécessaire aujourd'hui ? Ce qui est nécessaire, c'est rendre au peuple malien sa dignité, c'est rendre au peuple malien son unité, son intégrité pour que notre peuple retrouve sa place, la fierté dans le concert des nations. C'est ce qui est nécessaire, c'est un Mali debout. Qu'est-ce qui est possible ? C'est le changement pour atteindre cet objectif stratégique. Il faut le changement. Qu'est-ce qu'il faut réaliser ? C'est la démission du président de la république et de son régime », a-t-il déclaré.

« La date de la prochaine sortie a été convenue d'un commun accord pour être fixé au vendredi 19 juin 2020, à partir de 14 heures, le rassemblement de tous les Maliens à la place de l'indépendance. Voilà les informations importantes que la direction politique désormais élargie avait comme message », a-t-il conclu.

C'était, samedi dernier, en présence du vice-Président de la plateforme An Ko Mali Dron,

l'ancien PM Modibo Sidibé, de l'honorable Oumar Mariko, l'ancien ministre Me Mohamed Ali Bathily entre autres.

Faudrait-t-il le rappeler que la marche du vendredi prochain aura pour objectif de dénoncer la gouvernance actuelle du régime en place et de demander la démission du président de la République IBK et de son régime. « Nous allons marcher de la manière la plus disciplinée et pacifique pour que le président IBK nous remette le pouvoir. Nous promettons le meilleur pour le pays et nous n'avons aucunement l'intention de le brûler », a rassuré le Coordinateur du CMAS, Issa Kaou N'djim.

Mieux, il dira qu'IBK et son régime ont montré leur limite. Et de poursuivre que leur départ est une obligation. Pour lui, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keita a du mépris pour le peuple malien. Car depuis le vendredi 5 juin dernier, il n'a pas daigné s'adresser à la nation. A cet état de fait, Kaou Djim a ajouté la reconduction du premier Ministre le Dr Boubou Cissé à son poste. Toute chose qui selon lui, constitue une moquerie. Car le PM Boubou Cissé en un an à la primature, n'a pu rien changer de la situation du pays. « **IBK ne fera plus ce qu'il veut dans ce pays. IBK va partir le vendredi 19 juin. Pas question de négocier** », a-t-il déclaré.

On pouvait noter la présence de **l'ancien Premier Ministre Modibo Sidibé ; Mme Sy Kadiatou Sow du Mouvement An Ko Mali Dron ; Dr Oumar Mariko du parti SADI et d'autres gros calibres de la classe politique du pays.**

■ Ibrahim Sanogo

Sortie de crise : des religieux au secours de IBK

Le Cadre d'action, de Médiation et de Veille des Confessions Religieuses à la rescousse du Président IBK. Ousmane Madani Haidara saura-t-il faire fléchir les contestataires ?

Le Cadre d'action, de Médiation et de Veille des Confessions Religieuses et des Organisations de la Société Civile a tenu le jeudi dernier un point de presse au siège du Haut Conseil Islamique du Mali. On y notait la présence, outre Ousmane Chérif Madani Haidara, président du Haut Conseil Islamique du Mali, du Cardinal Jean Zerbo de l'Eglise Catholique du Mali, du Révérend Nouh Ag Yattara de l'Eglise Protestante du Mali et de nombreux fidèles.

Objectif de la rencontre : marquer leur opposition à la demande de démission du Président de la République et appeler les parties au dialogue pour une sortie de crise. Ainsi ont-ils

saisi l'occasion pour appeler, et le Président de la République et son gouvernement, et les contestataires sous l'égide de l'imam Mahmoud Dicko, ainsi que l'ensemble de la population à la retenue pour sauver le Mali du chaos et du vide constitutionnel.

Le Président du Haut Conseil Islamique, Ousmane Chérif Madani Haidara, tout en appelant à l'apaisement, ne s'est cependant pas privé du plaisir de dire ses quatre vérités au régime. « Une plaie ne se cicatrise pas sur du pus... Les maliens sont fatigués, essoufflés et le pouvoir est insensible à cette situation... Il faut que les autorités sortent de leur autisme pour prendre langue avec les citoyens, résoudre

leurs préoccupations... Il faut que l'école reprenne, que ceux qui sont lésés soient mis dans leurs droits...

Mais pour autant, je ne pense pas que la démission du Président soit la meilleure des choses pour notre pays en ces moments précis où tout est urgence. Nous appelons donc les parties au dialogue et à la concertation... Le pays traverse déjà de sérieux problèmes, il ne faut pas qu'on en rajoute... Nous n'avons pas un autre pays que le Mali, alors œuvrons à la préservation du Mali... », a fait savoir Haidara. Les mêmes acteurs ont été reçus hier par le Président de la République Ibrahim Boubacar Kéita, en vue de la décrispation du climat politique tendu. Cette volonté manifeste tardive du Président aura-t-elle raison sur la détermination des contestataires de contraindre IBK et son régime à la démission ? La réponse, le week-end prochain, sinon peut-être bien avant le week-end prochain !

Nous y reviendrons !

■ Ibrahim Sanogo



Adresse à la nation de IBK : Vide et méprisant

Même nos confrères de l'ORTM, d'habitude très excellents à valoriser la parole et les faits et gestes du Président de la République (c'est leur rôle de journalistes de médias publics), ne sont pas arrivés à donner une consistance à l'adresse de IBK à la nation.

Vide serait un euphémisme. Provocateur conviendrait mieux.

La vérité est que IBK n'a plus rien à proposer à plus forte raison à donner. Il n'a ni bilan à défendre ni espoir à entretenir. Pire il ne semble pas comprendre les clameurs du Mali profond et les reproches faits à sa présidence, à son Premier Ministre et son Gouvernement, à sa Cour constitutionnelle et surtout son Assemblée nationale.

Lire en Encadré.

La redaction

ADRESSE A LA NATION DU PRESIDENT DE LA RÉPUBLIQUE SEM IBRAHIM BOUBACAR KEITA Juin 2020

J'ai suivi avec attention les récents événements qui se sont déroulés dans notre pays. J'ai entendu les colères et les cris. J'ai entendu les revendications et les interpellations. Chaque malien qui souffre ou qui manifeste, m'interpelle et mérite mon attention, car ma mission est de servir le Mali.

J'œuvre sans relâche à ce que chaque malien puisse se nourrir et nourrir sa famille. Je travaille à ce que les maliens puissent accéder aux denrées de première nécessité et à des coûts raisonnables.

Je veux que vous puissiez envoyer vos enfants à l'école afin de leur offrir un avenir certain, que vous puissiez accéder à des services de santé de qualité dans un pays au sein duquel la sécurité est assurée sur l'ensemble du territoire. J'œuvre afin que le marché de l'emploi soit également plus accessible aux maliennes et aux maliens, quel que soit leur âge ou leur catégorie socio-professionnelle.

Chers compatriotes, vous méritez une Nation forte et fière. Je vous ai compris, et c'est cela la lourde responsabilité que j'ai envers vous.

Le jeudi 11 Juin, j'ai renouvelé ma confiance au Premier ministre Boubou Cissé venu me remettre sa démission ainsi que celle de son gouvernement.

Une nouvelle équipe gouvernementale sera bientôt composée selon les critères de taille et de qualifications tel recommandés par le Dialogue National Inclusif tenu en Décembre dernier. Cette équipe sera mise au service du Mali et n'aura aucun droit à l'erreur. Elle ne saurait être un simple changement de gouvernement. Elle sera un gouvernement de changement, exclusivement porté sur des résultats définis au préalable et mesurables.

La nouvelle équipe gouvernementale s'attaquera, entre autres, sous le leadership du Premier ministre, à la mise en œuvre urgente des résultats du Dialogue National Inclusif qui a mis en avant toutes les priorités du peuple malien. Celles-ci sont d'ordre sécuritaire, social, politique et de gouvernance.

Chers compatriotes, afin de répondre de manière diligente et efficace à vos préoccupations :

1. Je m'attellerai tout d'abord à résoudre la crise scolaire en instruisant au Premier ministre de trouver, dans les meilleurs délais, un accord avec le syndicat des enseignants. J'attache du prix à la résolution complète et rapide de cette crise qui n'a que trop duré. L'école c'est l'avenir de notre Nation. Nos enfants ne méritent pas moins.

2. Je rencontrerai ensuite toutes les parties prenantes à la question de la santé, y compris l'Ordre des médecins du Mali et les usagers, afin d'accélérer la mise en œuvre du plan de modernisation de tous les hôpitaux de Bamako. Ce plan de modernisation s'élargit déjà aux régions. La santé est un droit. L'assurer est un devoir régalien, un devoir de l'État, surtout en période de crise sanitaire comme celle que nous connaissons aujourd'hui.

3. Les dernières élections législatives ont fait l'objet de graves contestations dans certaines parties de notre pays. Il nous faut tirer toutes les leçons de ces crispations. Nous recherchons une solution idoine et urgente afin de répondre aux frustrations exprimées. Je tiens à ce que les maliens gardent foi en leurs institutions. Cela est l'un des garants d'une bonne gouvernance.

4. Les déplacés du Centre, notamment ceux vivant dans le quartier de Faladié en Commune VI, ont vécu des événements dramatiques. Je demeure sensible à leur situation. Nous travaillerons, avec la nouvelle équipe gouvernementale, à l'élaboration pour nos frères et sœurs durement éprouvés, d'un plan de logement, de réinsertion et de réhabilitation.

5. La sécurité est l'un de nos plus grands défis, cela depuis bientôt

une décennie. L'Etat y consacre près d'un tiers de son budget annuel. Mais nous sommes encore loin de gagner cette bataille. Nos Forces de Défense et de Sécurité, nos FAMa, sont vaillantes et elles nous font honneur. Nous nous devons de les accompagner et de les soutenir.

Chers compatriotes,

Le 14 décembre 2019, il y a donc six mois, nous bouclions ensemble le Dialogue National Inclusif. De l'avis de tous, ce fut un moment de fierté légitime en raison de ce qu'ensemble nous venions d'accomplir. Je dis bien, ensemble. Car c'est ensemble que nous avons mis sur la table les questions vitales, les interrogations majeures, les grands problèmes qui se posent à notre pays et pour lesquels il faut des solutions urgentes certes, mais surtout durables.

C'est ensemble que des mois durant, nous avons évalué nos forces, nos faiblesses, et nos opportunités en tant qu'Etat et en tant que nation confrontée depuis bientôt une décennie à son plus grand défi, à sa survie tout court. Mais nous avons pu prouver, au sortir de l'exercice, que nous savons nous écouter, que nous savons être courtois, et que nous nous appartenons les uns les autres.

Chers compatriotes,

La trêve sociale que j'ai demandée, avant et pendant le Dialogue, ne procède d'aucune malice, d'aucune esquivance, mais de l'analyse d'une triste réalité : la demande est forte et légitime, mais l'offre est modeste, elle est celle d'un pays en guerre.

Je conviens qu'il m'appartient, à moi d'abord, de tout faire pour éviter d'ajouter une crise politique aux crises sécuritaire, sanitaire et économique que nous vivons déjà. Mon rôle est de savoir prévenir les schémas de confrontations violentes qui ne feront le bonheur de personne. C'est pourquoi j'invite au dialogue. A cet effet, je salue, les membres du Cadre d'Action, de Médiation et de Veille que j'ai rencontrés cet après-midi. Leur engagement patriotique les honore. Mais nous aimons tous ce pays, quelles que soient nos sensibilités. Et je me réjouis de la perspective de rencontrer bientôt les acteurs du Mouvement du 5 juin.

Car rien ne saurait être au-dessus du Mali et du confort des Maliens. Tout ce qui est dans mes possibilités et en mon pouvoir sera fait



pour que notre démocratie soit forte et citée en exemple. Tout ce qui est en mon pouvoir sera fait pour que la sécurité et la paix reviennent et pour que le chantier du développement s'accélère. Je n'aurai d'autre limite que la Constitution.

Ma porte est donc ouverte et ma main toujours tendue. Car il nous faut rester ensemble dans ce grand dessein pour le Mali. Ce projet d'un grand Mali, je n'ai jamais cessé d'y croire. Il est à notre portée ! L'exceptionnelle gravité du moment commande que nous nous serions les coudes, que nous soyons plus solidaires que jamais. Car après tout, ce que ce pays nous demande, c'est de donner son importance à chaque Malien afin de nous hisser, ensemble, à la hauteur de l'Histoire.

Qu'Allah bénisse le Mali !

**WESTERN
UNION**

WU SM

MONEY TRANSFER

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Classement 2020 des villes les plus chères : Bamako est 22^e en Afrique et 142^e mondiale



Bamako, 13 juin (AMAP) Bamako est la 22^e ville la plus chère en Afrique, sur 42 capitales africaines, selon le 26^e rapport du cabinet américain Mercer, spécialisé dans le classement des villes du monde entier, en termes de coût de la vie pour les expatriés.

La capitale malienne arrive juste après Cotonou, la capitale béninoise 21^e (140^e mondiale), et avant Lomé la capitale du Togo, 21^e (154^e mondiale) et se classe 142^e sur 209 cités évaluées au plan mondial. Elle gagne ainsi 18 places par rapport au classement précédent où elle occupait la 124^e position mondiale. Dans ce classement 2020, publié récemment, indique que Victoria, la capitale des Seychelles est la ville la plus chère en Afrique, occupant la 14^e place mondiale. A l'autre extrême, se trouve Tunis, la capitale tunisienne classée,

comme l'année précédente, capitale la moins chère au monde pour les expatriés.

Dans le Top 10 africains des villes les plus chères, N'Djamena, la capitale tchadienne (15^e mondiale), Lagos au Nigeria (18^e mondiale). Ensuite viennent la capitale subsaharienne comme Kinshasa en RDC (24^e mondiale), Libreville au Gabon (33^e mondiale), Abidjan en Côte d'Ivoire (36^e mondiale), et Brazzaville au Congo (44^e mondiale). Les villes de Bangui, capitale Centrafricaine (49^e mondiale), Yaoundé au Cameroun (56^e mondiale) et Accra au Ghana (57^e mondiale) sont respectivement les 8^e, 9^e et 10^e villes les plus chères sur le continent.

Sur le plan mondial, trois villes asiatiques se classent comme les plus chères du monde: Hong Kong en Chine, la ville la plus chère au monde, suivie d'Achgabat au Turkménistan (2^e

mondiale) et Tokyo au Japon (3^e mondiale). Suivent d'autres villes comme Zurich en Suisse (4^e mondiale), New York au Etats-Unis (6^e mondiale) ou encore Pékin en Chine 10^e mondiale. La ville de Londres au Royaume-Uni se classe 19^e, Moscou la capitale russe est 21^e mondiale. Washington, la capitale fédérale américaine se place 32^e tandis que la capitale française Paris se place 50^e au classement mondial.

Pour établir son classement, le cabinet Mercer indique qu'il se base sur de nombreux critères, entre autres, le coût du logement, du transport, de l'alimentation, de l'habillement, des articles ménagers ou encore le divertissement dans les villes étudiées.

■ MT/MD

Côte d'Ivoire : La menace djihadiste met le pays en ébullition

Après l'attaque d'une base militaire dans le nord du pays, les autorités sonnent l'alerte.

« C'est une attaque terroriste », a lâché le ministre de la Défense, Hamed Bakayoko, également Premier ministre par intérim, lors d'un point de presse le jour même de l'attaque meurtrière contre un poste de l'armée dans le nord, à la frontière avec le Burkina Faso, le jeudi 11 juin. Même si les autorités se veulent rassurantes, il ne fait plus aucun doute que la menace djihadiste se fait plus forte vers les pays du golfe de Guinée en général et la Côte d'Ivoire en particulier. C'est la première attaque sur le sol ivoirien depuis l'attentat de Grand-Bassam en 2016 (19 morts), alors que les pays voisins – Mali, Burkina et Niger – subissent une multiplication des violences djihadistes depuis plusieurs années. Mais surtout cette attaque survient au moment où les forces ivoiriennes et burkinabè mènent

conjointement une opération contre les djihadistes qui se cachent près de la rivière Comoé, qui coule entre les deux pays. Chez les autorités ivoiriennes, l'exemple du Burkina Faso, entraîné par la spirale djihadiste depuis cinq ans, est dans toutes les têtes.

Une attaque d'une ampleur sans précédent

L'assaut mené jeudi par des djihadistes à Kafolo d'un poste mixte armée-gendarmerie a fait « une dizaine de morts » parmi les militaires, selon le bilan officiel. À la différence de l'attentat de Grand-Bassam, œuvre de kamikazes qui avaient ouvert le feu contre des civils sur la plage et des terrasses d'hôtel de la station balnéaire, l'attaque de Kafolo a été signée par des combattants aguerris contre une cible militaire.

« La réponse sera à la mesure de cette at-

taque. La Côte d'Ivoire a les moyens de faire face. Elle l'a démontré par le passé. Je peux assurer que le niveau d'organisation de nos forces est tel que leur réponse sera rapide », a affirmé jeudi le ministre de la Défense Hamed Bakayoko.

Le pays avait regagné depuis 2011 une certaine stabilité, après une décennie de troubles, et avait retrouvé sa position de poids lourd économique et politique de l'Afrique de l'Ouest.

La Katiba Macina et d'autres

Cela a commencé un peu comme ça au Burkina. Les autorités minimisent l'ampleur de la menace. C'est très préoccupant, estime Mahoumoudou Savadogo, chercheur spécialiste du djihadisme. Si les « djihadistes ont attaqué un poste de l'armée, c'est qu'ils étaient outillés et entraînés. Qu'ils connaissaient la zone. Ils peuvent le refaire » dans un contexte politique marqué par la présidentielle d'octobre. Pour lui, comme pour le chercheur Lassina Diarra, auteur de La Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (Cedeao) face au terrorisme transnational, la Katiba Macina, un groupe djihadiste d'origine malienne, essaie de s'installer dans la zone dite des trois fron-



tières (Mali, Burkina, Côte d'Ivoire), et lorgnerait même le Ghana.

La Katiba Macina, créée en 2015 par le prédicateur malien Amadou Koufa, est affiliée au Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM), qui a prêté allégeance à Al-Qaïda. Toutefois, c'est bien l'opération « Comoé », lancée conjointement par les armées ivoirienne et burkinabè en mai pour déloger les djihadistes de la zone, qui semble avoir déclenché l'attaque de jeudi.

« Il y avait un nid de frelons qu'on a dérangé. Ça pique, mais c'est logique », note une autre source sécuritaire. « On peut dire que cette partie de la Côte d'Ivoire était jusque-là une sorte de sanctuaire pour les djihadistes », explique Lassina Diarra. « Il y a des combattants djihadistes expérimentés. L'armée ivoirienne semble avoir plus de capacités que certaines autres de la région, mais, sans collaboration avec les autres pays, ce sera difficile », dans un contexte de frontières poreuses.

Un combat qui s'annonce long

Une source militaire nuance la montée en puissance de l'armée ivoirienne : « Des efforts ont probablement été faits. Mais là on a dix morts contre un assaillant tué, moins de 15 jours après des opérations de combats dans cette zone rouge. Les soldats devaient être prêts et affûtés. Pourquoi le bilan est-il si lourd ? »

Pour lutter contre des tentatives d'implantation dans le nord de djihadistes, une source haut placée assurait récemment à l'AFP que des mesures de surveillance de mosquées et de prédicateurs avaient été prises, même dans des zones enclavées, comme Kafolo.

Elle soulignait aussi que le gouvernement avait, dans le cadre d'un meilleur maillage du territoire, inauguré ou réhabilité de nombreux commissariats et gendarmeries à travers le pays. Autre question importante, la présence ou non de combattants ivoiriens parmi les forces djihadistes. « Pour le moment, il ne semble pas y en avoir, ou peu », selon Lassina Diarra. « Plus le djihadisme est endogène, plus il est dur à combattre. Il ne faut pas espérer déraciner en 15 jours des années d'implantation », prévient Mahoumoudou Savadogo.

Guinée : Alpha Condé annonce un dialogue politique avant la Présidentielle...



Aors qu'il maintient le flou sur son éventuelle candidature, le Président guinéen Alpha Condé vient d'annoncer l'ouverture d'un dialogue avec toutes les forces politiques du pays avant les élections présidentielles prévues cette année.

Le chef de l'Etat a fait cette annonce ce jeudi 11 juin en marge d'une sobre cérémonie de décoration à titre posthume de l'ambassadeur des Etats-Unis décédé mardi dernier à Conakry. Parlant de Simon Henshaw, il a déclaré : "Il a contribué à dire la vérité sur un certain nombre de mensonges, de désinformation qu'on véhiculait sur notre pays".

Et d'ajouter en annonçant l'ouverture d'un dialogue avant la présidentielle : "Il va beaucoup nous manquer surtout dans le dialogue que nous allons engager avec toutes les forces politiques pour que les élections présidentielles soient inclusives, associant tout le monde », a déclaré Alpha Condé.

L'opposition va-t-elle saisir cette main tendue du Chef de l'Etat ? Pas sûr ! Car elle exige la dissolution de l'Assemblée Nationale qu'elle ne reconnaît pas et le maintien de la constitution de mai 2010.

A suivre....



Sport : Le Stade Malien de Bamako en mode préparation en vue de la reprise championnat après la trêve COVID-19

Les Blancs de Bamako enchainent des matchs amicaux depuis le début du mois de juin. Déjà qualifiés pour le carré d'as, les Stadistes veulent retrouver leur rythme avant la fixation de la date à laquelle reprendra la D1 malienne de football. En mars dernier, lorsque le premier cas de co-

ronavirus avait été enregistré au Mali, les autorités maliennes ont pris plusieurs mesures restrictives limitant les activités socio-professionnelles dans le pays.

Le football étant un sport de contact et qui regroupe du monde au tour de lui a été durement stoppé comme d'autres sports avec l'arrêt de la principale compétition nationale qui était à une journée de boucler sa phase de groupe. C'est à la fin de cette phase qu'un carré d'as entre les quatre meilleurs des deux groupes permettra de désigner le champion et ses dauphins. De l'autre côté, un mini championnat, entre les six derniers des poules, déterminera les deux équipes qui resteront en première division.

La fédération malienne de football, qui a déjà fait connaître sa volonté de mener le championnat à son terme malgré la crise sanitaire, semble n'attendre que l'aval des autorités du pays en particulier celui du ministère des Sports pour faire rouler le ballon à nouveau sur les pelouses maliennes.

Mais en attendant que les décideurs décident, les acteurs à l'image du Stade Malien de Bamako se préparent activement pour mieux

aborder ce retour à la compétition. En effet, l'équipe de Sotuba, qui est déjà qualifiée pour le Carré d'as tout comme son éternel rival, le Djoliba AC, enchaîne des matchs amicaux avec des équipes de niveaux inférieurs mais aussi certaines de la D1.

Entre le 4 et le 10, l'équipe de Djibril Dramé, le Stade Malien de Bamako, a disputé trois rencontres, dont un nul concédé face à l'AS Bakary-Djan et deux victoires face à l'Etoile du Sahel de Koulikoro et le Centre Demba Keita de Nara. Les matchs retour face à l'AS Bakary-Djan et l'Etoile du Sahel de Koulikoro sont prévus respectivement pour ce jeudi 11 et vendredi 12 juin à 16h à Sotuba.

Selon l'entraîneur stadiste Djibril Dramé, ces rencontres permettront à son équipe de se rapprocher du rythme qu'elle avait avant l'arrêt du championnat. Par ailleurs, il a fait part de sa satisfaction de voir que ses joueurs aient pu conserver certains automatismes comme leur capacité à exploiter les situations standards malgré plusieurs jours sans entraînement.

■ S. Guindo, stagiaire Malijet.com



Besiktas-Antalyaspor : Abdoulaye Diaby, titulaire pour la reprise de la Super Lig

Besiktas est de retour aux affaires ce samedi soir après trois mois de pause due à la pandémie du covid-19. Abdoulaye Diaby, titulaire cet après-midi, et sa bande en découdront face à Antalyaspor dans quelques instants.

Besiktas fait sa rentrée ce soir (18h) pour la reprise de la Super Lig. Le 5e du championnat turc (44 points) est en déplacement du côté

de Antalyaspor, 11e. L'occasion de se rapprocher encore plus du 4e Sivasspor (49 points). Avant la suspension de la Super Lig, Besiktas était sur une dynamique plutôt équilibrée, avec trois victoires, deux matchs nuls et une défaite sur ses six dernières rencontres.

■ Alassane Sangho





Bélier (21 mars - 19 avril)

Vous donnez du souffle et de l'élan à des démarches audacieuses qui s'avèreront payantes. Jupiter n'aura pas froid aux yeux et vous donnera le courage d'affirmer vos ambitions professionnelles. Ne rougissez pas de vouloir décrocher un meilleur poste.

La chance vous sourira notamment en matière d'argent, mais cela n'aura rien à voir avec le hasard, car vous la provoquerez. Vous ne gaspillerez certainement pas vos euros dans des gains improbables dans des jeux. Vous aurez des idées plus réalistes.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous vous attèlez à vos occupations avec une attitude constructive et résolue. Vous souhaitez aller de l'avant et vous entraînez les autres dans votre sillon. Vos activités seront porteuses et vos collègues reconnaîtront vos qualités. Vos soucis seront à mettre sur le compte de questions plus relationnelles que matérielles. Si vous ne gagnez pas d'argent, ce sera parce que l'on refusera de vous en donner. Vous considèrerez ce refus comme une injustice, dont vous demanderez réparation.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Vous pouvez travailler avec une collaboratrice qui vous apporte du réconfort moral. Elle peut vous encourager à continuer vos tâches. C'est grâce à des rencontres dans votre service que vous allez de l'avant. Écoutez vos ambitions professionnelles.

Les finances sont au beau fixe tant que vous ne craquez pas sur des gadgets. Il est utile de revoir votre relation à l'argent. Elle peut être basée sur de mauvaises habitudes. La journée favorise la prise de bonnes résolutions pour stabiliser le budget.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Les dissonances en provenance de la planète rouge pourront vous exposer à des trahisons ou à des formes de chantage plus ou moins déguisées. Neptune ne sera pas en reste. Ces contrariétés pourront vous faire subir une méchante douche écossaise.

Rien ne sera facile ! L'influence perturbatrice de Neptune accentuera le climat de méfiance que vous éprouverez vis-à-vis de votre banque. Certains frais bancaires vous sembleront anormalement élevés. Vos demandes de renseignements resteront sans réponse.



Lion (22 juillet - 23 août)

Côté motivation, vous serez au top, de quoi vous donner à fond et de mettre les bouchées doubles dans votre travail. En revanche, si vous devez obéir à des ordres, ce sera plus compliqué. Le ton montera et vous risquerez des conflits avec un supérieur.

Vous aurez de bonnes raisons d'être optimiste, car l'argent ne devrait plus être un trop gros problème en ce moment. Si vous attendez une somme, le versement d'indemnités ou des facilités de paiement, tout devrait se décanter dans le bon sens du terme.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Vous saurez vous imposer auprès de vos collègues ou supérieurs avec une plus grande autorité, mais sans aucune agressivité. Ces échanges vous permettront de dissiper certains doutes et de vous remettre au travail de façon nettement plus efficace.

Financièrement, cela ne sera pas une période de vaches maigres, mais vous ouvrirez votre porte-feuille à bon escient. Vous justifierez vos dépenses par l'entretien de la maison, les divertissements des enfants et une petite part à la fantaisie.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Vous appréciez les collègues avec qui vous travaillez. Ils vous le rendent bien et l'ambiance dans le service est chaleureuse. Parler dans une réunion et donner des idées pourraient être une expérience nouvelle. Attendez-vous à des opportunités agréables.

Les dépenses restent très importantes. Elles apportent des satisfactions sur le moment, mais attention aux regrets. Les frais sont déclenchés par des sorties ou la visite de proches. Les amis occasionnent aussi ces frais. Restez modéré avec les achats.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Si vous êtes directeur de société ou chef d'entreprise, outre l'aspect valorisant de votre statut professionnel, vous aurez une raison supplémentaire de vous accrocher à votre poste : le transmettre à votre enfant ! Vous pensez vraiment à tout...

Contrairement à certains volatiles, vous ne vous laisserez pas plumer aujourd'hui, bien entendu sur un plan strictement financier ! Quelles en sont les raisons ? Elles sont simples : une part de chance, une part de jugeote et un dernier tiers de sagesse...



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Mars vous mettra sous pression. Vos rapports seront tendus avec votre direction et les raisons de vous énerver seront nombreuses. Évitez les réactions à chaud et faites appel à vos alliés du moment, le Soleil et Mercure pour trouver des solutions.

Avec Jupiter dissonant à Neptune, soyez prudent. Car si la chance se manifeste, elle pourrait aussi très vite tourner et pas dans le bon sens, vous mettant ainsi face à des réalités difficiles. Les non-paiements vous vaudront des frais supplémentaires.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Le transit de Mercure dans votre maison X aura pour effet de relancer, de dynamiser votre carrière. Vous serez totalement impliqué dans votre activité. Vous évoluerez dans une période décisive qui vous confrontera à une nouvelle méthode de travail.

Jupiter dans votre secteur d'ombre vous apportera des contrariétés du côté argent. Vous devrez renoncer à un avantage financier, matériel. Vous pourriez vous retrouver dans de réelles difficultés avant de conclure un arrangement qui vous conviendra.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Un nouveau contrat pourrait arriver par un concours de circonstances. Il est important de vous faire confiance, car le poste proposé peut demander des responsabilités. Osez saisir l'opportunité. Un appui d'un supérieur hiérarchique peut vous aider.

Continuez à contrôler le budget. Il s'envole dans différentes dépenses. Les économies sont difficiles. Essayez de dépenser modérément. Pour garder l'équilibre financier, de bonnes astuces sont trouvées. Grâce à votre créativité, vous pouvez bricoler.



Poisson (19 février - 21 mars)

Dans votre métier, vous serez très professionnel. Ce ne sera pas le cas de tout le monde... Au final, malgré votre attitude exemplaire, vous ne gagnerez pas plus d'argent que vos collègues. Vos supérieurs ne s'en rendront même pas compte. Décevant !

Vos dépenses superflues ? Aujourd'hui, les dissonances de Saturne vous feront croire qu'elles sont indispensables. Ce sera un leurre... Ami Poissons, vous pourrez même ironiser à propos de toutes ces fourmis soucieuses d'économiser leur argent.

**Promo
Modem 4G**

Malitel
Proche de vous

29 000 FCFA

au lieu de ~~39 900F~~

- 25%

**JUSQU'À 10 APPAREILS
CONNECTÉS EN SIMULTANÉ**



4G



Malitel
Proche de vous

**5 Go
offerts**



SPiRiT

Jusqu'au 30 juin 2020

Profitez du meilleur de l'Internet mobile pour vos **smartphones, tablettes et ordinateurs** avec une vitesse de connexion allant jusqu'à **150 Mbit/s**.

Rendez-vous dans nos agences.

service client : 6700

www.malitel.ml

www.facebook.com/malitel.official

